

Conseil de Justice Environnementale((EJC)

Réunion n° 23

Le jeudi 4 décembre 2025

Lieu : Réunion virtuelle uniquement
de 18h30 à 20h00

Procès-verbal

Lieu de réunion : En présentiel

Documents de réunion : Ordre du jour, Diapositives

Membres du Conseil :

- María Belén Power, Sous-Secrétaire chargée de la Justice Environnementale et de l'Équité à l'EEA
- Caroline Hon
- Melissa Ferretti
- Lydia Lowe
- Patricia Spence
- Ari Zorn
- Peter Maathey
- Cheryll Holley (arrivée plus tard)

- Kalila Barnett - absente
- Madeline Fraser Cook - absente
- Miles Gresham - absent
- Jen Salinetti - absente
- Sofia Owen - absente
- Marcos Luna- absent

1. Accueil et Aperçu de la Logistique de la Réunion

María Belén Power a souhaité la bienvenue à tous les participants.

Kecil John a fourni une vue d'ensemble de la logistique de la réunion, y compris l'utilisation de la boîte de questions et réponses (Q&A) et la disponibilité des interprètes.

2. Aperçu de l'ordre du jour

María Belén Power passe en revue l'ordre du jour de la réunion.

3. Appel / Approbation du Procès-Verbal de la Précédente Réunion

Maria Belen a procédé à un appel nominal des membres de l'EJC. Au début de la réunion, les membres suivants du conseil étaient présents : Caroline Hon, Melissa Ferretti, Lydia Lowe, Peter Maathey, Patricia Spence, Ari Zorn

Les membres suivants du conseil n'étaient pas présents : Kalila Barnett, Madeline Fraser Cook, Cheryll Holley, Marcos Luna, Sofia Owen, Jen Salinetti, Miles Gresham

María Belén a reporté la motion d'approbation du procès-verbal jusqu'à ce qu'un quorum soit atteint.

4. Première séance publique de questions et réponses

Les participants virtuels ont formulé des commentaires et des questions :

- Un participant a demandé à l'EJC de discuter, lors de la prochaine réunion, du processus de désignation des communautés de Justice environnementale (EJ) qui ont adressé une pétition à l'État après avoir perdu leur statut de communauté d'EJ.
- Un participant a exprimé son inquiétude quant aux factures élevées de gaz et d'électricité, particulièrement en hiver, et au fardeau que représentent pour les communautés à faible revenu et les communautés multilingues la compréhension et le paiement de ces factures. Le participant a sollicité un soutien pour les communautés à faible revenu et multilingues afin de les aider à faire une demande de prestations gouvernementales.

5. Deuxième appel nominal et motion d'approbation du procès-verbal

María Belén a ouvert la discussion pour une motion visant à approuver le procès-verbal de la réunion de l'EJC n°22 du 30 octobre 2025. **Caroline Hon** a proposé d'approuver. **Peter Maathey** appuie la motion. Tous les membres du conseil présents ont accepté le procès-verbal. **Lydia Lowe, Peter Maathey, Patricia Spence et Ari Zorn** se sont abstenus. (4 votes approuvés et 4 abstention)

6. Présentation sur le Programme d'Accessibilité Énergétique

Le **Sous-Secrétaire Michael Judge**, du **Bureau Exécutif de l'Énergie et des Affaires Environnementales du Massachusetts**, a présenté un aperçu de la législation sur l'énergie abordable déposée en mai, la Loi sur l'Accessibilité, l'Indépendance et l'Innovation Énergétiques (EAIL). Le **Sous-Secrétaire Judge** a présenté un aperçu des nouvelles initiatives proposées par la législation, notamment le développement des énergies propres, l'atténuation des facteurs de coûts, la réduction des dépenses d'infrastructure grâce à une planification et une gestion de la charge complètes, et la mise en place de systèmes de chauffage et de refroidissement efficaces.

Le Comité de la Chambre a adopté sa version d'un projet de loi le 12 novembre, reprenant de nombreuses dispositions du projet de loi du gouverneur, et reprendra les discussions lors du retour aux sessions officielles en janvier.

Les membres du conseil se sont renseignés sur le sous-comptage dans les immeubles d'habitation collectifs et sur la possibilité de garantir un approvisionnement concurrentiel pour les consommateurs résidentiels.

Les participants virtuels ont posé des questions sur l'application du programme d'accessibilité énergétique aux collectivités desservies par les centrales électriques municipales et sur les mesures d'encouragement, soutenues par l'État, en faveur des sources d'énergie renouvelables.

7. Deuxième séance publique de questions et réponses

Les participants virtuels ont formulé des commentaires, des questions et des suggestions via la boîte de questions-réponses.

Les commentaires issus de la boîte Questions-Réponses sont répertoriés ci-dessous.

#	Question	Nom du demandeur	Réponse
1	Comment le DEP (« Department of Environmental Protection » - Département de la Protection de l'Environnement) du Massachusetts prévoit-il d'intégrer l'énergie électrique renouvelable provenant des parcs éoliens et des panneaux solaires/éoliennes terrestres au réseau régional ?	David Dow	Sous-Secrétaire Juge : De manière générale, notre plan pour l'énergie propre et pour le climat fixe des objectifs. La norme énergétique est légèrement plus large et permet aux grandes centrales hydroélectriques et aux nouvelles centrales nucléaires d'être prises en compte. De nouvelles ressources hydrauliques importantes seraient admissibles en vertu de la norme d'énergie propre de l'État. L'énergie solaire et éolienne sont prises en compte dans la réalisation des objectifs en matière d'énergie propre et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
2	Le DEP du Massachusetts prend-il en compte les effets de la production d'énergie renouvelable des barrages d'Hydro-Québec sur la vie des rivières et les conséquences pour les tribus autochtones de l'est du Canada en matière de chasse et de pêche ?	David Dow	La question est restée sans réponse lors de la réunion.

	Voir le livre de Robert McFarlane intitulé « Is a River Alive » (Une rivière est-elle vivante ?).		
3	Quel sera l'impact de la réforme des services publics sur les frais de livraison ?	Anonyme	Sous-Secrétaire Juge : Les principaux impacts concerneraient la planification globale des services publics et les programmes de gestion de la charge afin d'optimiser l'utilisation du réseau. Tout ce qui peut réduire la demande peut exercer une pression à la baisse sur les coûts de livraison. Le coût des programmes d'efficacité énergétique est également recouvré grâce aux tarifs de distribution.
4	Les réformes de l'offre seront-elles rétroactives pour les personnes qui ont subi un préjudice ?	Anonyme	Sous-Secrétaire Juge : Les réformes de l'offre ne seraient pas rétroactives. Tout contact ultérieur serait protégé par les dispositions relatives à la protection des consommateurs.
5	Comment le conseil priorise-t-il les quartiers défavorisés dans sa planification de la résilience, notamment en ce qui concerne les centres de rafraîchissement, l'alimentation de secours, les micro-réseaux ou les infrastructures préparées aux inondations ?	Anonyme	María Belén : C'est un excellent sujet. Mon collègue pourrait venir à la prochaine réunion de l'EJC pour faire une présentation sur la résilience dans les communautés EJ.

8. Prochaines Étapes et Ajournement

María Belén a rappelé aux membres du conseil la prochaine réunion qui aura lieu le **12 février** à **Roxbury** et le **9 avril** à **Orange**. **María Belén** a proposé comme sujets à l'ordre du jour les communautés désignées comme communautés de justice environnementale et la planification de la résilience pour ces communautés. Les membres du conseil ont approuvé.

María Belén a demandé de lever la séance. **Melissa Ferretti** a proposé l'ajournement. **Lydia Lowe** a appuyé la proposition. Kecil John a procédé à l'appel nominal et tous les membres du conseil présents ont approuvé. Séance levée à 20:01.